

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA GESTION DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 PAR LA BELGIQUE

du

MARDI 27 AVRIL 2021

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE BELAST MET HET ONDERZOEK NAAR DE AANPAK VAN DE COVID-19-EPIDEMIE DOOR BELGIË

van

DINSDAG 27 APRIL 2021

Namiddag

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.04 uur en voorgezeten door de heer Robby De Caluwé.

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 04 et présidée par M. Robby De Caluwé.

De **voorzitter**: Goedemiddag, collega's. Hartelijk welkom ook aan de collega's van de andere parlementen op deze gedachtewisseling tussen de verschillende covidcommissies. Ter herinnering, het behoort tot de opdrachten van de federale covidcommissie om overleg te plegen met de overige commissies rond de evaluatie. In dat kader hebben we de collega's uitgenodigd, die allen voortreffelijk, uitgebreid en grondig werk hebben afgeleverd. Ik ben ervan overtuigd dat we uit hun vaststellingen een en ander kunnen leren voor ons eigen eindrapport.

Vorige week hebben we onze hoorzittingen afgerond. Nu gaan we van start met het neerschrijven van onze aanbevelingen.

Tous les participants savent-ils comment utiliser la traduction simultanée?

Zoals ik daarnet al zei, zijn hier de verschillende commissies uit de deelparlementen aanwezig. Zo is er bijvoorbeeld de voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Michel De Maegd (MR): Monsieur le président, comme pour le moment il n'y a pas de traduction, les personnes qui cherchent le bon bouton ne pourront pas le trouver. Les traducteurs sont en train de discuter entre eux, nous n'avons pas non plus de traduction actuellement en salle.

Le **président**: La traduction va commencer sous peu. Merci de m'en avoir averti, monsieur De Maegd.

Ik herhaal nog even een en ander. Als federale commissie hebben we ook de opdracht gekregen om in het kader van onze werkzaamheden te overleggen met de verschillende coronacommissies in de deelparlementen. Voor alle duidelijkheid, dat is niet bedoeld om het werk van onze collega's te evalueren. Dat is ook niet nodig, want volgens mij hebben zij heel grondig werk geleverd en interessante vaststellingen gedaan. De bedoeling van deze gedachtewisseling is dat we van elkaar kunnen leren en eventueel bepaalde zaken in ons eindrapport meenemen.

Vorige week hebben we de laatste hoorzitting afgerond. Nu breekt de fase aan waarin we onze aanbevelingen beginnen neer te schrijven. Hopelijk krijgen we op dat vlak van de collega's nog een aantal interessante insteken mee.

Ik stel de aanwezigen even voor. De heer Madrane is voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en van de Brusselse covidcommissie. Voor de Vlaamse covidcommissie zijn de heer Rzoska en mevrouw Vandromme aanwezig.

Pour le Parlement wallon, nous avons Mme Nikolic, M. Mugemangango et M. Leonard qui sont rapporteurs pour la commission covid-19.

Voor het Duitstalig Parlement hebben wij de heer Freches, ondervoorzitter van de covid-commissie en de heer Seravty, rapporteur van de covid-commissie.

Met de collega's van de deelstaatparlementen is afgesproken dat zij gedurende een tiental minuten toelichting geven bij hun werkzaamheden. Daarna kunnen de leden van de federale commissie gedurende maximaal een drietal minuten bijkomende vragen stellen om bijvoorbeeld toelichting bij bepaalde elementen te krijgen, waarna we weer het woord geven aan de leden van

de commissies van de deelstaatparlementen. We beginnen bij het Brussels Parlement.

Rachid Madrane: Mijnheer de voorzitter, ik dank de leden van de federale bijzondere coronacommissie, en in het bijzonder u, mijnheer De Caluwé als voorzitter, voor de uitnodiging om onze ervaringen te delen. Dit moment van uitwisseling is uiteraard zeer belangrijk.

Chers collègues, je commencerai par rappeler que la décision d'instaurer au Parlement bruxellois une commission chargée de se pencher sur la manière dont la crise de la covid-19 a été gérée au niveau du gouvernement bruxellois a été prise au mois de juillet 2020. C'est une commission spéciale, et non une commission d'enquête. Ces travaux poursuivaient deux grands objectifs. Nous devons analyser ce qui s'est passé pendant la première vague de la pandémie (de mars à août 2020) et émettre des recommandations pour le futur afin d'améliorer la préparation et la réponse des institutions politiques bruxelloises si une nouvelle crise devait survenir.

Il s'agissait de tirer les leçons de la pandémie dans toutes ses facettes et dans toutes celles qui relèvent des compétences des autorités bruxelloises, c'est-à-dire au niveau sanitaire, au niveau économique et social, ainsi qu'en termes organisationnels et de coordination.

Onze commissie had ook een bureau, samengesteld uit meerderheid en oppositie, waarvan ik de eer had de voorzitter te zijn. Onze twee rapporteurs, hier aanwezig, waren mevrouw Delphine Chabbert voor de PS-fractie en de heer Juan Benjumea Moreno voor de Ecolo/Groen-fractie, die ik nogmaals dank. Zij zullen de aanbevelingen die de commissie op het einde van haar werkzaamheden heeft goedgekeurd, in detail toelichten.

La commission spéciale a entamé ses travaux le 25 septembre 2020 et les dernières auditions ont eu lieu le 4 février dernier. Entre ces deux dates, la commission a tenu pas moins de 17 séances de travail et aura permis d'entendre près de 60 témoins, des acteurs de terrain mais aussi des responsables d'institutions et des membres du gouvernement.

Je dois dire que les différents responsables et intervenants nous ont livré, pour la plupart, des témoignages sans langue de bois. Ils ont été extrêmement précieux et je dois vous avouer que certains récits étaient très forts, très interpellants. Mais je suppose que vous avez certainement eu la même expérience. Ces témoignages ont incontestablement donné la mesure de l'énorme

engagement de chacun des acteurs, à tous les niveaux, que ce soit dans les hôpitaux, les maisons de repos, les CPAS. Qu'il s'agisse des médecins généralistes, des services d'aide psychologique, d'aide sociale, des pompiers, des services publics, des commerçants, etc. tout le monde a dû vivre et réagir à une situation incroyablement difficile et complètement inédite et je peux sans me tromper dire que tous ces gens se sont donnés à plus de 1 000 % pour répondre à l'urgence.

Les rapporteurs, Mme Chabert et M. Benjumea, se sont ensuite attelés, avec l'appui des secrétaires de commission, à l'élaboration des recommandations, à partir de toutes les propositions qui ont été communiquées par les membres de la commission.

Ils ont établi, et je les en remercie encore pour ce travail qui a été unanimement salué, un texte de compromis qui comptait 183 recommandations, recommandations qui portent tant sur la prévention, la sécurité, la coordination, l'économie, l'emploi, la santé, que sur l'aspect social.- c'est d'ailleurs ce volet qui constitue le chapitre le plus important du document – compte tenu aussi de la situation, notamment dans les maisons de repos et dans les hôpitaux.

Enfin, il y a toute une série de recommandations qui sont plus spécialement relatives aux restrictions de liberté, au contrôle démocratique par le Parlement, à la vie privée ainsi qu'à l'attention particulière à accorder à des groupes spécifiques.

Tot deze 183 aanbevelingen horen zowel maatregelen die in een crisissituatie moeten worden genomen als structurele maatregelen. Sommige maatregelen zijn reeds in de algemene beleidsverklaring opgenomen, andere zijn nieuw. Ze lopen uiteen van maatregelen op zeer korte termijn tot maatregelen op zeer lange termijn.

Ces recommandations ont été votées le 22 février par tous les partis de la majorité et de l'opposition qui ont participé aux travaux, à l'exception du PTB-PVDA. Le vote en plénière, lui, est intervenu le 5 mars.

Nos rapporteurs, Mme Chabert et M. Benjumea, vont revenir sur les principales recommandations, issues de nos travaux, mais en tout cas, chers collègues, monsieur le président, s'il y a un constat qui émerge, c'est que les crises de cette ampleur exigent une unité dans la réponse qu'on leur oppose: unité de commandement, unité d'exécution et unité de communication.

Il nous faudra, en tout cas, examiner comment

renforcer à Bruxelles la coordination et la concertation au niveau intra-bruxellois pour que notre réaction soit la plus efficace et la plus rapide possible, mais il importe de tenir ce moment d'échange. En effet, ce n'est pas à vous que j'apprendrai comment notre pays fonctionne et les travaux de notre commission ont également montré que notre architecture institutionnelle peut être une source de difficultés pour réagir dans l'urgence, voire même une source de dysfonctionnements.

Nous pensons sans doute revoir la coordination entre les différents niveaux de pouvoir. D'ailleurs, la dernière recommandation du rapport de notre commission était: "Proposer que l'ensemble du travail mené par les différentes assemblées fasse l'objet d'une analyse interfédérale approfondie." C'est ce que, je pense, nous sommes en train de faire.

Ik zal u niet langer ophouden. Ik dank u voor uw aandacht.

Je passe maintenant la parole à Mme Chabbert, notre rapporteuse.

Delphine Chabbert: Je dresserai les constats principaux que nous avons remarqués notamment dans les cadres thématiques (recommandations transversales) puisque ce sont des points que nous avons retrouvés à la fois sur des questions de santé, d'économie, d'emploi ou des questions davantage liées à la protection des personnes.

Il a été reconnu par toutes les personnes auditionnées que la crise du covid a été le pire stress test que la Région bruxelloise pouvait imaginer relativement à la sixième réforme de l'État qui a conféré à la Région de nouvelles compétences, et ce, notamment en matière de santé. Pour assurer ses compétences, la Région a dû mettre en place des institutions (OIP) qui n'ont même pas de contrat de gestion. Ce fut un stress test pour la Région et de celui-ci il ressort la nécessité de mettre en place un autre modèle de gestion de crise pour, comme M. Madrane l'a dit, mieux anticiper et avoir davantage de réactivité lorsqu'une crise comme celle-ci survient.

Il a été fait mention, M. Madrane l'a précisé, du besoin d'une unité de commandement et celle-ci impliquera la clarification des compétences de chacun et surtout l'identification de la chaîne de décisions trop floue à certains moments. Cette mention revient sans cesse.

La question de la coordination à tous les niveaux a été évoquée pour ce qui concerne les différentes compétences, mais aussi entre les administrations,

entre celles-ci et la première ligne et entre cette dernière et les citoyens. Une meilleure coordination avec pour rôle central celui des communes dont le niveau est proche du citoyen. On sait à quel point cette proximité a été importante notamment pour la compréhension et l'application des mesures sanitaires. Il en ressort également l'importance de renforcer nos politiques de prévention. Le covid s'est révélé être une maladie sociale puisque les personnes les plus fragiles ont été les plus touchées par le virus et par les mesures. Il conviendra, lors d'une prochaine crise, de mieux analyser et de mieux prévoir les impacts des mesures sur les publics les plus fragiles.

La question de la communication est aussi une question transversale: l'améliorer, avoir des modes de communication beaucoup plus ciblés et adaptés en fonction des publics et certains plus particulièrement, et la communication venant des professionnels.

Enfin, une réflexion est largement attendue sur le paysage institutionnel de la Région de Bruxelles-Capitale, lequel est assez complexe puisque les compétences que je résume ici, notamment en matière de coordination, de sécurité et de pouvoirs locaux, relèvent des compétences du ministre-président, en lien avec une haute fonctionnaire. Ils se partagent la fonction de gouvernance.

Pour ce qui concerne les questions de coordination, sécurité et pouvoirs locaux, la question de l'unité de commandement revient toujours avec la nécessité d'avoir un plan générique multirisques, ce qui n'existait pas en Région bruxelloise.

Il revient aussi que le ministre-président, pour coordonner et gérer cette crise, a réuni le Conseil régional de sécurité qui est composé normalement de six bourgmestres - les six représentants des zones de police. L'idée serait d'élargir ce conseil aux 19 bourgmestres et cela de manière permanente.

La question de la communication au niveau de la gestion des communes se pose, celle aussi de l'importance d'avoir une stratégie d'investissements, notamment pour le matériel de protection individuelle que cela soit par le biais d'un stock dont la Région disposerait, d'un plan de distribution (une centrale d'achats). Nous devrions pouvoir monitorer les dépenses car cela a manqué.

Soutien aux communes, qui ont un rôle central, et aux autorités de police. L'opérationnalisation des mesures et la coordination avec les services d'hygiène de la Région doivent être renforcées.

Une réflexion s'est faite autour de la question des sanctions administratives communales (SAC) et proposition a été faite d'aller vers davantage de services d'encadrement, de mesures judiciaires alternatives. L'importance de proposer aux citoyens un accès en permanence aux services a été soulignée (continuité des services publics).

Nécessité d'avoir un plan de prévention des risques notamment via nos administrations et nos OIP, avec une attention particulière aux publics vulnérables qui ont été plus touchés par la crise.

Je reviens avec la question de la coordination entre les administrations, les entités et une coordination européenne.

Juan Benjumea Moreno: Bedankt, mevrouw Chabbert. Ik ga snel door de twee volgende hoofdstukken. We hebben in vier hoofdstukken gewerkt; het tweede daarvan was 'Sociale zaken en gezondheid'. Een van de kwesties die daarin aan bod kwamen, was het institutionele aspect en de samenwerking tussen de verschillende diensten in Brussel. Dat hangt natuurlijk samen met de eenheid van commando en eenheid van communicatie. Het gaat dan over Iriscare, een instelling van openbaar nut (ION), de diensten van het Verenigd College die rechtstreeks onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) vallen, de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof), de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap.

Wat sociale zaken betreft, ging het ook over de rol van de OCMW's. De procedures moesten soepeler kunnen verlopen. Dat is in covidtijden goed gelukt, maar het moet misschien ook bestendig worden in de toekomst. Er werd dus ingezet op soepelere procedures en een maximale automatisering van rechten. Ook moest er werk worden gemaakt van de monitoring van de sociale situatie. Het aantal besmettingen en de gezondheidssituatie werden al goed gemonitord, maar het was vaak moeilijk om een zicht te hebben op de armoedecijfers en de noden van de bevolking. Er kwam ook een moratorium op uithuiszettingen: er moest voor worden gezorgd dat mensen niet uit hun huis konden worden gezet tijdens een pandemie, waarin mensen net verplicht worden thuis te blijven. Een bijkomende reden was dat het moeilijk was om een nieuw huis te zoeken en omdat velen hun job kwijt waren geraakt.

De statuten van beschermde afnemer, de mobiele teams: het zijn allemaal zaken die tijdens de crisis zijn opgezet. Diensten kwamen uit hun kantoorruimte en gingen het terrein op. Er kwam voedselhulp en opvang in hotels voor daklozen.

Van dat soort initiatieven vragen wij dat ze duurzaam blijven bestaan, of in elk geval klaarstaan bij een volgende crisis.

Wat gezondheid betreft, zijn er het al genoemde Risicoplan en de luisterlijnen, zowel voor het zorgpersoneel als voor de burger. We hebben vaak gesproken over het mentaal welzijn. Dat is een thema dat vooral in de derde golf geregeld naar voren kwam, maar dat we al eerder in onze werkzaamheden hebben opgenomen. Een constante in alle vergaderingen van de coronacommissie was de wil dat de diensten van Iriscare en het Verenigd College versterkt werden. Ze moeten beter voorbereid zijn en pandemieën sneller opvolgen.

Wat preventie en de link met de huisartsen betreft, gaat het over gezond leven, maar ook over testen en het onder de aandacht brengen van de maatregelen. In de ziekenhuizen wordt gekeken naar versterking en een betere afstemming met de federale overheid om de organisatie binnen de ziekenhuizen efficiënter en doeltreffender te maken in tijden van crisis.

Er is ook grondig gereflecteerd over de rol van woon-zorgcentra als opvangplaats voor mensen op het einde van hun leven. We moeten erover waken dat er geen dualisme ontstaat tussen 'naar het woon-zorgcentrum verhuizen' en 'thuis blijven'. Er moet een breder palet zijn, ook wat de omkaderingsnormen, de verloning van het personeel en de samenwerking met de ziekenhuizen betreft.

Uit getuigenissen hebben we immers kunnen opmaken dat er vaak teveel schotten bestonden tussen ziekenhuizen en woonzorgcentra.

Wat de economie en het sociaal overleg betreft, pleiten we voor een betere afstemming van de premies op de behoeften en de omvang van de bedrijven, met de fameuze NACE-codes, om ervoor te zorgen dat we de bedrijven effectief kunnen vinden en diegene identificeren die noodlijdend zijn zodat de tijd tussen de nood en de effectieve toekenning van de hulp korter wordt. Er moet een betere samenwerking komen met het lokale niveau en de administraties die ondernemingen ondersteunen zodat dit alles sneller en efficiënter verloopt. Voorts kan de overheid een rol spelen bij het faciliteren van takeaway, van coöperatievies en van leveringen, zodat bedrijven die moeten sluiten niet aan hun lot worden overgelaten. Een ander aandachtspunt is de coördinatie tussen de Gewesten zodat er geen al te grote verschillen ontstaan tussen de hulp aan ondernemingen in de verschillende Gewesten en alle ondernemingen in ons land zo gelijk mogelijk

worden behandeld. Dit gaat natuurlijk over de bevoegdheidsverdeling.

Wat werkgelegenheid betreft, moet er veel aandacht besteed worden aan opleiding en hulp aan Actiris, de Brusselse openbare dienst voor werkgelegenheid, om mensen die hun werk verliezen tijdens de crisis te begeleiden bij het vinden van een nieuwe job. We focussen evenzeer op opleiding voor en doorstroming naar beroepen met een personeelstekort en medische beroepen die zoeken naar nieuwe vrijwilligers of naar extra werkrachten tijdens de crisis. Ook de erkenning van diploma's van buitenlandse ingezetenen zodat zij ook naar de sector kunnen doorstromen was een aandachtspunt. Voorts werd aandacht besteed aan de dienstenchequesector en cultuur, waar veel tekorten waren en waar reactievere hulp nodig was. Ook de nood aan soepelheid in de controle op werkzoekenden tijdens de crisis werd bekeken, aangezien die mensen het moeilijker hadden en er weinig aanbod was, waarbij er zelfs geen sollicitaties werden georganiseerd.

Tot zover in een notendop onze conclusies over sociale zaken, gezondheid, economie en werk. Mijn collega zal een aantal transversale aanbevelingen geven over privacy en dergelijke.

Delphine Chabbert: Comme le président du Parlement bruxellois, Rachid Madrane, l'a expliqué, cette question est revenue à la suite d'auditions de la Ligue des droits humains ou d'acteurs citoyens à propos des restrictions des libertés. En conséquence, l'une des recommandations de la commission est d'encadrer ces restrictions avec des objectifs explicites de légalité, de légitimité et de nécessité, c'est-à-dire de proportionnalité des mesures par rapport à la situation.

Concernant la question de garantir un contrôle démocratique et un encadrement des pouvoirs spéciaux, il faudrait avoir recours le moins possible aux pouvoirs spéciaux, et le cas échéant, en répondant à un objectif légitime, en couvrant certaines matières de manière limitée dans le temps.

Il a également été question de la protection des données personnelles, sujet sensible car il s'agit de données de santé et de contrôle policier. Les publics spécifiques, très fragiles, demandent des solutions adaptées.

La proposition de mettre en place un "senior streaming" a été faite, à savoir veiller lors de chaque projet ou proposition à la possibilité pour les seniors d'appliquer les mesures en question.

Et enfin, comme l'a dit Rachid Madrane, accomplir ce travail d'analyse "méta" de l'ensemble des recommandations des diverses commissions spéciales consacrées à la covid-19.

Le président: Un grand merci aux collègues du Parlement bruxellois pour leurs exposés, très intéressants.

Ik geef het woord aan de collega's van het Vlaams Parlement.

Bjorn Rzoska: Mijnheer de voorzitter, ik zal starten en collega Vandromme die onderwijs onder haar bevoegdheid heeft, zal het luik onderwijs toelichten.

Zoals gevraagd, geven wij graag verslag vanuit het Vlaams Parlement. Onze commissie is vrij snel begonnen. Begin juni werden daar afspraken over gemaakt in het Vlaams Parlement. De officiële titel was "Commissie ad hoc voor de evaluatie en verdere uitvoering van het Vlaamse coronabeleid". In de volksmond werd dat al snel afgekort tot "coronacommissie", zodat we niet met die heel lange omschrijving zaten.

Wij zijn vrij snel van start gegaan, waardoor u er rekening mee moet houden dat wij op dat ogenblik op het einde van de eerste golf zaten. Wij dachten aanbevelingen te kunnen doen om op heel korte termijn de tweede golf voor te bereiden, die toen al was aangekondigd. Op het moment waarop wij de aanbevelingen vanuit de eerste golf aan het formuleren waren, was de tweede golf zich al volop aan het ontwikkelen. Dat was voor de commissie wel heel speciaal werken.

Wij hebben heel snel in overleg met de commissie beslist dat alles inzake residentiële ouderenzorg en toen ook nog de contacttracing als strategie de eerste scoop zou zijn van de commissie, om de heel eenvoudige reden dat rond die tijd in de woonzorgcentra corona en de pandemie heel hard om zich heen grepen. Iedereen vond toch wel dat als het Parlement daar een rol in wilde spelen, het goed zou zijn om daarover eerst aanbevelingen te formuleren, omdat zich daar het grootste probleem situeerde. Vervolgens zouden we de andere sectoren binnen welzijn bekijken. We zijn daar wat ingehaald door de tijd, maar we zijn er toch in geslaagd om vlak vóór de zomer, eind juni, een eerste resolutie goed te keuren. Die werd voorbereid door alle partijen van de meerderheid en de meeste partijen van de oppositie.

De resolutie bevatte 95 aanbevelingen, vooral over al wat te maken had met de woon-zorgcentra en met de strategie in verband met de contactopsporing. Een aantal zaken die de

collega's van het Brussels Parlement naar voren hebben gebracht, werden ook opgenomen in onze aanbevelingen.

Ook daar ziet men dat er in die eerste fase nog discussie was over wie verantwoordelijk was voor het beschermingsmateriaal en hoe we ervoor konden zorgen dat elke voorziening beschermingsmateriaal in stock had, want er waren nergens stocks. Zaken die naar voren kwamen, waren de woon-zorgcentra die onmiddellijk dicht moesten, over de hoofden van de mensen heen. Het afsnijden van de mensen was een thema dat daar sterk aan bod kwam.

In de tweede fase hebben we vooral gewerkt rond de thema's residentiële ouderenzorg, personen met een handicap, jeugdzorg, kinderopvang, algemeen welzijnsbeleid, kwetsbare doelgroepen, eerstelijnszorg en geestelijke gezondheidszorg. Ook daar werd gekeken naar wat de belangrijkste bevindingen zijn die vanuit de sectoren zelf komen.

Ik geef straks het woord aan collega Vandromme, maar ik wil nu al zeggen dat we altijd volgens een vast stramien hebben gewerkt om tot die aanbevelingen te komen. Wij begonnen meestal met een aantal getuigenissen vanop het terrein. In de eerste resolutie was een heel belangrijk moment toen wij mensen uit woon-zorgcentra zelf aan het woord hebben gelaten. We hebben dat georganiseerd via de ombudsdienst van het Vlaams Parlement. Die heeft mensen uit woon-zorgcentra anoniem laten getuigen over de manier waarop zij heel die periode hebben beleefd. Dat is een heel aangrijpend moment en dat rapport heeft in de media toch wel wat aandacht gekregen.

Wij hebben telkens bottom-up gewerkt. Na de getuigenissen vanuit het veld kwamen dan de voorzieningen en de organisaties zelf aan het woord, zodat we ook vanuit die sector getuigenissen hadden. Pas daarna kwam de administratie en helemaal op het einde kwam de minister zelf aan het woord. Op die manier konden wij aan de minister, maar ook aan de administratie alle politieke signalen voorleggen die we vanop het veld hadden gekregen.

Dat is de manier waarop we te werk zijn gegaan. De tweede resolutie situeerde zich dan ook op alle andere domeinen van het welzijnsbeleid. Dat is een resolutie met 119 aanbevelingen geworden, waarin ook een aantal zaken zitten die u daarnet al hebt gehoord, zoals een betere samenwerking tussen een aantal organisaties en een aantal voorzieningen die zich in de steek gelaten hebben gevoeld.

Men zei dat alle focus lag op de woon-zorgcentra

en de ouderen, maar dat er ook mensen met een handicap en mensen in de geestelijke gezondheidszorg in een voorziening verblijven. Ook zij zijn onmiddellijk afgesneden van bezoek. Ouders moesten kiezen of ze hun kind in de voorziening zouden laten of het naar huis zouden meenemen. Aanvankelijk zou dat maar voor even zijn, maar het tijdsperspectief werd omwille van de omstandigheden van de pandemie telkens opgerekt, waardoor men signalen opving van mensen die echt op hun tandvlees zaten omdat ze thuis al wekenlang voor hun kind met een handicap moesten zorgen, wat niet altijd evident is.

Als ik een rode draad door de eerste twee resoluties trek, dan kan ik de collega's van het Brussels Parlement bijtreden. Ook bij ons zijn discussies naar boven gekomen over een betere coördinatie, eigenlijk een eenheid van commando. Wie moet dan dat commando uitvoeren? Dat is ook bij ons aan bod gekomen.

We hebben in de commissie ook een grondwetspecialist laten langskomen om de bevoegdheidskwestie te bekijken. Ik ga niet onder stoelen of banken steken dat dit bij ons gevoelig lag omdat er, dat was de analyse van de commissie, op een gegeven moment toch wel wat tijd is verloren met uit te zoeken wie voor wat verantwoordelijk was. Ook daarvoor zitten in de aanbevelingen toch heel wat instrumenten.

Dat is de manier waarop we gewerkt hebben. De eerste twee resoluties heb ik u in een notendop voorgesteld. Dan geef ik graag het woord aan mijn collega Vandromme voor de resolutie over het onderwijsbeleid.

Loes Vandromme: Mijnheer de voorzitter, bedankt om even het woord te krijgen. Ik spits mij toe op het onderdeel onderwijs, waarbij wij twee grote inhoudelijke lijnen hebben gehanteerd. Ten eerste, de beslissing om de scholen te sluiten en vervolgens te heropenen. Ten tweede, wat vanaf 1 september 2020 en wat bij een eventuele tweede golf?

Wij hebben een aantal onderliggende aandachtspunten meegegeven waarover de hoorzittingen zouden kunnen gaan. Dat was over het beslissingsproces en de communicatie, over de keuze om te werken met preteachen. Dat betekent dat leerlingen thuis informatie verwerken. Als ze dan terug naar school mochten, werd de informatie nogmaals uitgelegd.

Andere aandachtspunten waren het effect van laptops, het afstandsleren, het effect van het afstandsleren op de schoolloopbaan, de leerachterstand. Het welbevinden kwam ook aan

bod, de school als veilige opvangplek, het perspectief dat moest worden gegeven aan ouders, personeel en leerlingen. Is het mogelijk om nog een start te hebben zoals anders op 1 september? Is er effectief wel leerachterstand? Dan was er ook nog een heel deel over de draaiboeken.

Er waren 13 sessies waarbij ongeveer 60 mensen werden uitgenodigd in de periode van 19 oktober tot 16 december.

Wie hebben we gehoord? Mensen buiten het hoger onderwijs, dus het secundair basisonderwijs, het deeltijds kunstonderwijs, het volwassenonderwijs, de basiseducatie, internaten, alle onderwijs-verstrekkers, alle vakorganisaties, de onderwijs-koepels, de Vlaamse Scholierenkoepel, ouderverenigingen, CLB's en directeursverenigingen. Daarnaast ook het hoger onderwijs met de universiteiten en de hogescholen, de Vlaamse Vereniging van Studenten en een aantal wetenschappers. Ook een project in Vlaanderen rond zomerscholen werd geëvalueerd. Zijn ook gehoord een aantal mensen die gespecialiseerd zijn in digitale ondersteuning, alsook de minister.

Wij hebben 108 aanbevelingen een resolutie neergepend. Die resolutie bevat twee onderdelen.

Een eerste onderdeel bevat de generieke aanbevelingen, waarbij als eerste uitgangspunt werd vastgesteld dat er alles aan moet worden gedaan om de scholen maximaal open te houden, met heel specifieke aandacht voor de meest kwetsbaren onder ons.

Aan communicatie werd ook heel wat tijd besteed, waarin wij er vooral voor pleiten om zo helder mogelijk te communiceren, scholen te ondersteunen in hun beleidsvoerend vermogen, na te gaan wat de financiële kosten zijn om de scholen open te houden in coronatijden en daarvoor ook in een billijke compensatie te voorzien.

Inzake het infrastructurele beleid moest elke school zelf een risicoanalyse maken, waaruit een en ander werd geleerd. Wanneer wij nog beslissingen nemen, is het altijd heel belangrijk om zowel ouders als leerlingen te betrekken bij wat op tafel ligt.

Er moet worden geprobeerd contactonderwijs maximaal te ondersteunen en het leerrecht van elk kind te garanderen. Straks kom ik daar nog op terug.

Er was ook een groot hoofdstuk rond digitalisering. Ter zake hebben wij toch wel enige discussie gehad over het al dan niet ter beschikking stellen

van laptops, zeker voor de leerlingen die van thuis uit onderwijs moesten volgen, vooral voor het secundair onderwijs. Die discussie loopt eigenlijk nog altijd door, waarbij wij zeker aandacht vragen voor de meest kwetsbare en de kansarme leerlingen.

Ook het thema opvang, wat op het kruispunt welzijn en onderwijs ligt, kwam aan bod. Soms waren er doordat opvang net in dat snijvlak ligt, onduidelijkheden over wie nu welke beslissing nam, wat de specifieke richtlijnen waren en de compatibiliteit ervan met de richtlijnen van bijvoorbeeld het onderwijs. Dat was immers soms een probleem.

Het ging ook over de teststrategie, de contact-opsporingen alsook de vaccinatiecampagne.

Een groot deel handelt over het mentale welzijn van scholieren, zeker van de kwetsbare scholieren. Ook de bespreking van de leerachterstand nam een groot deel van de tijd in.

Er zijn ook sectorspecifieke aanbevelingen. Belangrijk om mee te geven, is dat er in Vlaanderen een aantal belangrijke opmerkingen waren over de communicatie. Heel vaak ook ging het om opmerkingen ten opzichte van de pers, die de communicatie bracht aan de grotere massa. Ik bedoel vooral het leerplichtonderwijs, zijnde het basisonderwijs en secundair onderwijs. Maar het volwassenenonderwijs, het deeltijds kunstonderwijs en het buitengewoon onderwijs voelden zich enigszins aan hun lot overgelaten. Aan hen werd vaak als laatste gecommuniceerd over de toe te passen richtlijnen.

In de aanbevelingen hebben wij gevraagd om zeker aandacht te hebben voor de meest kwetsbaren, onder andere leerlingen in het buitengewoon onderwijs, wat aansluit op hetgeen collega Rzoska daarnet aangaf. Er is ook betere afstemming nodig voor scholen die verbonden zijn met welzijnsinstellingen gericht op mensen met een beperking.

Daarnaast kwam het vervoer voor die leerlingen aan bod. Er was immers een probleem voor die leerlingen om op school te raken, omdat het busvervoer niet veilig kon gebeuren, wat toch jammerlijk was. Wij hebben daarover schrijnende verhalen gehoord, net zoals wij verhalen hoorden van studenten, zeker de studenten die pas gestart waren met hun opleiding aan de universiteit of de hogeschool. Ook voor hen hebben wij extra aandacht gevraagd. Dat is een kort overzicht wat de aanbevelingen voor het onderwijs betreft.

Bjorn Rzoska: Mijnheer de voorzitter, ter

afronding neem ik nog even het woord. Wij hebben altijd gewerkt op de manier die collega Vandromme heeft geschetst: wij hebben heel wat getuigenissen van het terrein en heel wat specialisten gehoord. Wij hebben ons ook niet beperkt tot mensen die enkel met het Vlaams niveau werden geconfronteerd, maar wij hebben bijvoorbeeld ook iemand als Pedro Facon in het Vlaams Parlement ontvangen om met hem specifiek te kijken naar knelpunten op het vlak van de eenheid van commando. Wij vonden dat ook van belang, dus is dat misschien toch iets dat wij moeten kunnen bekijken.

Tot slot geef ik nog mee wat het vervolg is. Wij zijn gestopt met onze werkzaamheden in december. Het gevoerde coronabeleid wordt vandaag vooral door de bevoegde beleidscommissies opgevolgd. De coronacommissie heeft wel nog aan de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen gevraagd dat hij een maatschappelijke beleidsnota maakt. Dat heeft te maken met het Reglement van het Vlaams Parlement: een ad-hoccommissie mondt uit in een maatschappelijke beleidsnota, die dan onderwerp vormt van een themadebat in de plenaire vergadering.

Het ontwerp van die maatschappelijke beleidsnota moet echter nog aan de commissie worden bezorgd en daar zal dan een gedachtewisseling plaatsvinden over het tijdstip wanneer het themadebat het best wordt gehouden. In mijn ogen – dan neem ik echter een voorafname en ik wil mijn collega's niet voor het blok zetten – lijkt het aangewezen om nog iets te wachten totdat wij uit de vaccinatiecampagne zijn en de omstandigheden enigszins zijn genormaliseerd, om dan misschien met wat meer afstand en op basis van de maatschappelijke beleidsnota als Vlaams Parlement ons nog eens te buigen over de gebeurtenissen, de aanbevelingen en de lessen voor de toekomst.

De **voorzitter**: Hartelijk dank voor uw toelichting.

Je vais immédiatement continuer avec les collègues du Parlement wallon: Mme Nikolic, M. Mugemangango et M. Leonard.

Laurent Leonard (PS): Monsieur le président, nous serons trois à nous succéder et nous vous donnerons une vue de notre rapport quelque peu raccourcie. Nous n'avons pas de support visuel, mais vous disposez évidemment de notre rapport écrit. J'imagine que chacun aura pu le lire ou en tout cas en prendre connaissance.

On nous annonçait dix minutes de temps de parole, donc on a légèrement raccourci notre intervention. Tout d'abord, je voudrais dire que personne ni dans

cette enceinte, ni ailleurs dans le pays, n'oubliera la date du 11 mars 2020, puisque c'est ce jour-là que le SPF Santé publique annonçait le premier décès lié à une infection au covid-19. Très vite, les chiffres se sont emballés. Les différents pouvoirs publics compétents ont pris des mesures assurément dictées par l'urgence et reposant sur les connaissances que nous avions alors à ce moment du virus. Notre région, comme beaucoup d'autres, a dès lors vécu une situation exceptionnelle. Tous, nous nous sommes trouvés confrontés à une épidémie sans précédent. En tout cas, sans précédent vécu dans la société contemporaine. L'incompréhension, l'incertitude, la peur, voire l'angoisse ont affleuré et parfois même dominé pour un temps.

L'urgence qui a prévalu ne nous a évidemment pas empêchés de penser dès le départ que la situation vécue et les actes posés devraient être analysés et évalués afin de tirer les leçons d'une situation inédite et de mieux prendre en charge une potentielle future crise sanitaire en Wallonie, qu'elle soit ou non liée à un coronavirus. C'est le résultat de ce travail mené pendant 95 heures de réunions de commission par des représentants de tous les groupes politiques qu'il nous revenait, avec mes collègues M. Mugemangango et Mme Nikolic, de vous présenter succinctement.

Notre commission spéciale a été installée le 16 juillet 2020 et a précisé sa méthodologie de travail le jour même. Avant même la rentrée parlementaire, M. le ministre-président de la Région wallonne a été entendu. Au début de nos travaux, cela nous a permis de bien cerner la répartition complexe qui existe entre l'autorité fédérale et les entités fédérées dans la gestion notamment de cette crise sanitaire, qui était totalement inimaginable au début de cette année 2020. Il nous a éclairés sur les procédures de prise de décision des organes de gestion compétents. Il a également dressé la chronologie de la propagation de la pandémie et a présenté les principales mesures qui avaient été adoptées.

Par la suite, le travail de la commission s'est évidemment révélé plutôt difficile pour au moins deux raisons. La première est que le champ à couvrir était immense dès lors que la pandémie a touché et touche d'ailleurs encore l'ensemble de la société dans toutes ses dimensions et parfois même dans des aspects totalement insoupçonnés.

La seconde est qu'alors que la période à examiner s'étendait de mars à juin 2020 (pour ce qui me concernait au départ dans notre commission), la pandémie n'avait pas cessé et avait même repris dès la mi-septembre, obligeant une nouvelle fois les pouvoirs publics et notamment le

gouvernement wallon à prendre des mesures alors même que celles relatives à la première vague n'avaient pas cessé leurs effets et n'avaient pas pu être complètement évaluées.

Tout au long du mandat de la commission, les différents groupes politiques ont pu s'accorder sans que cela ne pose de difficultés insurmontables sur une organisation des travaux qui permettait d'examiner un très grand nombre de situations. Ce sont pas moins de 51 personnes (ministres, responsables d'institutions ou de structures associatives ou encore des travailleurs) que la commission a donc entendues. Je ne serai pas plus long, monsieur le président, et avec votre autorisation, je cède la parole à M. Mugemangango qui poursuivra.

Germain Mugemangango: Monsieur le président, je suis co-rapporteur de la commission covid qui s'est déroulée en Wallonie. Il est important que nous partagions la synthèse de cette commission.

Nous avons accueilli un grand nombre de personnes. Nous avons d'abord accueilli les membres du gouvernement wallon pour qu'ils expliquent chacun dans leur fonction quelles avaient été leurs contributions à la gestion de la crise sanitaire. Ensuite, nous nous sommes posé la question de savoir comment nous allions organiser les auditions de toutes les personnes que nous voulions entendre.

Nous sommes parvenus à deux conclusions: nous voulions recevoir un *focus* sur la crise sanitaire et un *focus* sur ses conséquences socioéconomiques.

Pour accueillir un grand nombre de personnes dans le cadre de cette commission, nous avons organisé les auditions en panel, c'est-à-dire que nous les avons accueillies parce qu'elles étaient intéressées par le même domaine d'activité ou la même thématique.

Nous avons commencé par entendre les experts que nous voyons depuis lors très régulièrement à la télévision ou dans d'autres médias. Nous voulions comprendre leur vision de cette crise et leur avis quant à la manière de la prendre en main. Nous avons aussi entendu l'AViQ, l'Agence qui assure le suivi de la crise sanitaire au niveau wallon en collaboration avec Sciensano.

Ensuite, il nous a paru important d'entendre la réalité vécue au sein des maisons de repos (MR) et dans les maisons de repos et de soins (MRS).

À ce titre, nous avons eu l'occasion d'accueillir

l'ensemble des fédérations des maisons de repos ainsi que la fédération des CPAS wallons.

Étant donné aussi le débat très important concernant le rôle des médecins dans cette crise et le rôle des cercles de médecine, nous avons aussi pu entendre sept associations de médecine générale et de médecine spécialisée pour entendre leur opinion sur la manière dont la crise avait été gérée, sans oublier des secteurs aussi importants que celui des personnes porteuses de handicap ou toute la structure qui s'occupe des personnes qui présentent des problèmes de santé mentale. Nous avons pu entendre des structures institutionnelles qui se consacrent à ces domaines de la société pour apprendre comment elles vivaient la crise sanitaire, comment elles estimaient que les besoins devaient être rencontrés durant cette crise.

Pour ce qui était du volet socio-économique, à la croisée entre volet socio-économique et santé, nous avons eu l'occasion d'entendre les organisations syndicales des travailleurs de la santé. Ensuite, nous avons accueilli, pour ce qui est réellement du volet socio-économique, le CESE, les neuf organisations qui composent le Conseil économique et social au niveau des employeurs et des travailleurs, de même que l'AWEX, l'Agence wallonne d'exportation.

Nous avons également entendu le gouverneur du Luxembourg, qui était en charge de la coordination du travail de tous les gouverneurs au cours de cette crise sanitaire, de même que le groupement mutualiste, qui s'occupe du suivi de contact et nous avons terminé par un représentant de l'Union des villes et communes wallonnes. Toutes ces personnes sont venues témoigner de la réalité de la crise sanitaire et de la façon dont elles ont dû y faire face. Elles ont proposé des recommandations pour la prise en main de ce type de crise dans le futur.

Les auditions ont eu lieu de manière publique. Il importe de signaler que le compte rendu intégral de ces auditions est disponible sur le site de la Région wallonne. Toutes les personnes qui se sont présentées ont été invitées à communiquer les documents qu'elles voulaient donner en plus à la commission, soit à leur initiative, soit à la demande de la commission. Ainsi possédons-nous une liste de quelque 251 documents pour informer les commissaires et tous ceux qui veulent prendre connaissance de ces informations. C'est de là qu'est sortie une série de recommandations que vous pourrez retrouver sur le site. Elles ont été discutées lors de la séance du 27 novembre dernier par tous les partis représentés au Parlement wallon.

Le rapport a fait l'objet d'une adhésion totale du PS, du MR, d'Ecolo et du cdH qui ont présenté un texte commun. Le PTB a proposé des amendements. Certains de ces amendements ont été acceptés, d'autres ont été refusés. Finalement, le rapport a été approuvé par neuf voix pour et une abstention. Ensuite, il y a évidemment eu le vote en séance plénière.

Je voudrais rappeler les missions principales que la commission s'était données. Il s'agissait d'évaluer la gestion au niveau wallon de la crise sanitaire du covid-19 et de ses impacts, ainsi que les mesures de soutien mises en place, d'évaluer les interactions entre les différentes composantes de notre État fédéral et l'action de nos services publics. Comme cela a été dit par d'autres intervenants avant moi, cela comprenait effectivement la question de la gestion même de la crise covid, qui est compliquée, dans le cadre de nos structures fédérales. Il s'agissait aussi d'évaluer le premier confinement et les confinements, et bien entendu, de formuler des recommandations.

À la fin de la commission, tous les commissaires reconnaissaient certains éléments, notamment la qualité des témoignages reçus par la commission; la reconnaissance des acteurs de terrain impliqués dans la gestion de la crise; la mobilisation de l'ensemble de la société, notamment en termes de solidarité; et l'humilité dont il faut faire preuve eu égard à la situation de tous ceux qui ont été touchés par la maladie, mais également à l'égard de ceux, encore plus nombreux, qui sont victimes de la crise. La nécessité de renforcer le cadre de gestion d'une crise sanitaire est apparue, ainsi que la volonté d'améliorer les politiques de prévention, la prise en charge des personnes âgées, en particulier dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soins, et le besoin de revaloriser les travailleurs de la santé. Tout cela a été fait pour aboutir au rapport que j'ai mentionné, dans le but de tirer les meilleurs enseignements de cette crise. Je vous remercie.

Diana Nikolic: Monsieur le président, je vais enchaîner. Il serait vain d'essayer de présenter ici nos 236 recommandations. M. Mugemangango vient d'en esquisser quelques-unes. La santé constitue vraiment le cœur de nos recommandations: 100 recommandations sur un total de 236 en parlant.

D'abord, au niveau institutionnel, nous avons insisté sur une réflexion en collaboration avec les autres parlements et les autres niveaux de pouvoir, sur la répartition des compétences en matière de santé. Tant la prévention des risques que la

gestion de crise doivent requérir toute notre attention. Au niveau wallon, le statut du centre régional de crise devra être précisé et la collecte des données devra aussi être améliorée. M. Mugemangango y a fait référence, nous avons auditionné longuement notre administration de la santé, l'AViQ, et nous avons conclu à une série de recommandations qui nous mènent à revoir le fonctionnement de cette administration.

Les institutions wallonnes d'hébergement et de soins, en particulier les maisons de repos, ont focalisé l'attention. De multiples recommandations concernent leurs résidents et leurs autres bénéficiaires, mais aussi leur personnel qui accomplit quotidiennement un travail qui force l'admiration de chacun d'entre nous. Ces professionnels ont en effet besoin d'être mieux soutenus.

Des aspects plus matériels, tels que la disponibilité d'équipements de protection individuelle ou de dépistage, figurent également en bonne place dans nos recommandations. C'est toute l'organisation de notre système de santé qui devra être passée au crible. Nos travaux ont montré que l'approche devait être transversale. C'est essentiel, de même que la mobilisation, en cas de crise, non seulement des institutions et de leurs travailleurs, mais aussi des citoyens. Voilà pour le volet de la santé.

Bien entendu, la dimension socioéconomique de la crise n'a pas échappé aux travaux de notre commission, comme à l'attention de quiconque. D'autres conséquences ont ainsi été prises en considération, allant de l'agriculture à l'aménagement du territoire et à la politique de la ville, en passant par la mobilité; de l'emploi et de la formation à la recherche; de la lutte contre la pauvreté et bien d'autres inégalités au logement; de l'environnement au bien-être animal, en passant par le tourisme; sans oublier des aspects plus institutionnels touchant aux pouvoirs locaux, à nos villes et communes, à la fonction publique et au budget.

Comme rapporteurs, nous nous devons aussi d'insister sur la nécessité de maintenir les mécanismes de concertation. Ils renforcent en effet la qualité des décisions et l'adhésion de tous les partenaires, tant lorsqu'il faut lutter contre une pandémie et ses conséquences sociales et économiques que lorsqu'il faut penser au redéploiement et à la relance. Cette demande de concertation, d'échange d'informations et de communication améliorée a été exprimée par la quasi-totalité des personnes qui ont bien voulu prendre de leur temps pour venir nous exposer leur vécu, répondre à nos questions et, parfois même,

formuler certaines recommandations que nous avons veillé, à chaque fois que c'était possible, à retenir dans le rapport final. Nous le considérons comme un élément fondateur car notre travail n'a pas pris fin avec lui. En effet, tous ensemble, nous devons produire des propositions de décret et examiner les projets que le gouvernement nous soumettra. De même, nous devons veiller au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations qui seront adoptées.

Nous avons aussi inscrit l'importance de collaborer avec d'autres parlements du pays pour ce qui concerne la réflexion, souhaitée par tous, sur les aspects institutionnels de la gestion de crise et sur la répartition des compétences en matière de santé. Je me réjouis donc de ce premier échange sur nos travaux et vous remercie pour l'invitation.

Le président: Pour terminer, je passe la parole à nos collègues de la Communauté germanophone qui sont M. Freches, qui est le vice-président de la commission spéciale covid de leur parlement et M. Servaty, qui en est le rapporteur. Il est évident que leur exposé se fera en allemand.

Gregor Freches: Bedankt mijnheer de voorzitter, merci beaucoup, monsieur le président. Chers collègues, je vais vous présenter notre rapport intermédiaire, que nous avons aussi présenté hier en séance plénière. Ce rapport est rédigé en allemand: je vous le présenterai en allemand, mais je développerai certains commentaires en français.

Im Zuge der Coronakrise setzte das Parlament am 20. Juli des vergangenen Jahres ein Sonderausschuss zur Aufarbeitung der COVID-19-Pandemie ein, der am 4. September 2020 seine Arbeit aufnahm.

Comme vous le savez peut-être, nous sommes 25 députés dans le Parlement germanophone. Nous n'avons pas de statut à temps plein: notre commission spéciale organise ses réunions le vendredi après-midi, à partir de 16 heures. La commission se compose de neuf membres.

Der vorliegende Zwischenbericht legt eine Übersicht über den Stand der Arbeiten des Sonderausschusses Mitte April 2021 vor. Diese Gelegenheit hat der Sonderausschuss genutzt, um seine Arbeitsweise zu evaluieren und zu bewerten.

Um Schlussfolgerungen oder gar abschließende Empfehlungen zu formulieren, ist es jedoch noch zu früh: diese werden erst im Abschlussbericht vorgelegt werden.

Quand notre Parlement nous a donné la mission, le 20 juillet, de commencer le travail de la

commission spéciale, nous avons pensé pouvoir rédiger ce premier rapport intermédiaire et le déposer au Parlement pour fin février. Chacun sait toutefois que la deuxième vague a bousculé tous les travaux. Nous venons donc de présenter ce rapport intermédiaire hier seulement. La mission était aussi délimitée dans le temps, j'y reviendrai. Théoriquement, nous aurions dû finaliser notre rapport au mois de juin de cette année. Les travaux se poursuivront toutefois et ce ne sera certainement pas avant la fin de cette année que nous aurons entendu tous les acteurs qui ressortissent aux compétences de notre commission. Vous savez aussi que nous ne disposons pas de toutes les compétences et que nous dépendons aussi des autres Régions et du fédéral, tout comme certains d'entre vous.

Der Beschluss zur Einsetzung des Sonderausschusses beauftragt diesen mit der Bestandsaufnahme der Maßnahmen der Deutschsprachigen Gemeinschaft vor, während und nach der COVID-19-Pandemie sowie mit ihrer Evaluation. Auf dieser Basis ist es ebenfalls die Aufgabe des Sonderausschusses, Empfehlungen für die Vermeidung und Bewältigung künftiger, vergleichbarer Krisen zu formulieren.

Die 17 Bereiche die der Sonderausschuss in seiner Arbeit in den Fokus nehmen soll, wurden in vier Clustern gebündelt um eine thematische Sicht auf die Ereignisse zu ermöglichen.

Nous analysons donc 17 domaines, groupés en 4 thèmes spécifiques.

Die sind in Cluster A die Herausforderungen im Gesundheits- und Pflegesektor.

Là, nous parlons du secteur de la santé et des soins.

Cluster B betrifft das familiäre und soziale Alltagsleben der Bevölkerung, inklusive des Unterrichtswesens.

Là, nous nous concentrons prioritairement sur l'enseignement.

Cluster C betrifft die Arbeitswelt und das öffentliche Leben.

Il s'agit de tout ce qui touche à l'économie, à l'emploi, au tourisme et à tout ce qui dépend de l'économie proprement dite.

Cluster D betrifft das Krisenmanagement und die öffentliche Dienste.

C'est tout ce qui relève de la gestion de la crise et

les pouvoirs publics.

Seit dem 29. Juli 2020 haben die Bürger der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Gelegenheit, per Brief oder über ein Online-Formular auf der Website des Parlaments darüber zu berichten wie sie die Ereignisse seit Beginn der Coronakrise erleben.

Nous avons ouvert un débat à la citoyenneté, qui peut nous formuler tout ce qui a été vécu depuis le début de la crise.

Bei der Ausschussarbeit sind diese Erkenntnisse u. a. in die Fragen der Ausschussmitglieder während der Anhörungen an die verschiedenen Akteure eingeflossen.

Neben der bereits erwähnten Gliederung der einzelnen Themenbereiche beschloss der Ausschuss, bei den Anhörungen nach dem Bottom-up-Prinzip zu verfahren: so wurden innerhalb der Cluster zuerst die Krisenakteure vor Ort angehört und anschließend erst der zuständige Minister.

Nous avons donc travaillé comme nos collègues flamands en appliquant le système *bottom up*: d'abord les acteurs, ensuite les ministres.

In einer ersten Phase, wurden die Akteure des Gesundheits- und Pflegesektors eingeladen. Als jedoch der Konzertierungsausschuss am 30. Oktober 2020 aufgrund der rasant steigenden Infektionszahlen einen verschärften Lockdown über das Land verhängte, passte der Sonderausschuss daraufhin seine Arbeit an: die zu diesem Zeitpunkt geplanten Anhörungen des Clusters A, insbesondere die der beiden Krankenhäuser in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, wurden ausgesetzt, da vor allem diese Akteure während der zweiten Welle einer enormen Belastung ausgesetzt waren.

Fin octobre, vu la deuxième vague et vu ses conséquences sur le secteur de la santé et surtout sur les deux hôpitaux que nous avons en Communauté germanophone, nous avons décidé de ne pas inviter les directeurs et responsables des hôpitaux à ce moment-là. Cela a été postposé à la fin du mois de mars, ce qui a été très opportun à mon avis, vu la situation exceptionnelle dans notre pays.

Stattdessen wurden die Anhörungen des Clusters C mit den Akteuren des Beschäftigungswesens, der Wirtschaft und des Tourismus ab Ende November vorgezogen.

Nous avons *switché* notre méthode de travail et

nous avons continué avec les acteurs de l'emploi, de l'économie et du tourisme.

Im Januar 2021 folgten die Anhörungen zu den Bereichen Sport, Kultur, Jugend, gefolgt von Unterrichtswesen.

Für die Liste aller Anhörungen und eingeladenen Institutionen und Organisationen haben wir auch einen schriftlichen Bericht aufgestellt der über 100 Seiten stark ist.

Auch wenn es, wie bereits erwähnt, verfrüht ist, zum jetzigen Zeitpunkt Empfehlungen zu formulieren, ergeben sich nichtsdestotrotz erste Erkenntnisse.

Die bisherigen Anhörungen ermöglichen tiefe und umfassende Einblicke in das bedeutende Ausmaß der Krise. Erst durch diese Anhörungen wird bewusst, dass wirklich alle Personengruppen, alle Altersklassen und alle Lebensbereiche von dieser Pandemie betroffen waren und leider immer noch sind. Oft haben die bisher angehörten Akteure die gute Zusammenarbeit mit dem Ministerium und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft lobend hervorgehoben.

Die weitreichenden Befugnisse unserer Gemeinschaft sowie die Kleinheit des Gebietes ermöglichten ein rasches und effizientes Krisenmanagement der kurzen Wege. Auch in der Krise manifestiert sich somit klar erkenntlich der Mehrwert der Autonomie der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Deutlich wurden auch die Vorteile einer guten Vernetzung der Organisationen innerhalb eines bestimmten Bereichs sowie die Bedeutung der Digitalisierung hervorgehoben.

La digitalisation nous a permis, en Communauté germanophone, de maintenir notamment l'enseignement, comme partout dans le pays, avec le *home schooling*, mais aussi de pouvoir s'organiser d'une façon très rapide.

Immer wieder wurde die Kreativität und Flexibilität der Mitarbeiter bei der Krisenbewältigung gelobt. Die Krise hat auch vor Augen geführt, dass der Gesundheits- und Pflegesektor einer grundlegenden Reform bedarf.

Der Sonderausschuss stellt fest, dass die gewählte Vorgehensweise sich bislang bewährt hat. Bis Ende Juni, dem ursprünglich geplanten Termin für die Abgabe des Abschlussberichts, wird er seine Arbeit hierdurch sicher noch nicht beenden können und daher eine Verlängerung beantragen. Zum einen stehen noch zahlreiche Anhörungen aus,

zum anderen wird noch zu klären sein, ob verschiedene Akteure ein zweites Mal eingeladen werden sollen, um die Entwicklungen von Oktober 2020 bis heute genauer in Augenschein zu nehmen.

C'était donc un résumé de notre rapport intermédiaire qui a été discuté au Parlement hier. Le débat a été très intéressant et continue à être mené, vu que nous sommes pratiquement arrivés à la moitié de notre mission. Nous pensons pouvoir accomplir cette mission pour la fin de l'année, avec un rapport déposé au Parlement au début de l'année prochaine et des évaluations et des idées que nous considérons importantes, tant pour notre Communauté que pour le travail entre Communautés, entre Régions et avec le fédéral. Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup.

Ik wil jullie allemaal graag bedanken voor jullie uitgebreide en interessante toelichtingen. De leden van de federale commissie die de rapporten die er al liggen nog niet gelezen hebben, moeten dat zeker eens doen. We kijken uiteraard uit naar de zaken die nog op komst zijn. Ik geef graag het woord aan de leden van de commissie die eventueel op een aantal zaken nog wat dieper willen ingaan of nog bepaalde vragen hebben voor onze collega's. Beperk wel de tijd per spreker tot drie minuten. Ik start met de N-VA-fractie.

Frieda Gijbels (N-VA): Dank u wel aan de verschillende sprekers. Ik heb niet echt vragen, eerder een aantal vaststellingen. Ik heb het rapport met de aanbevelingen van het Waalse parlement gelezen. Ik had dat gevonden tussen onze documenten op het Extranet. Misschien staan die andere aanbevelingen ook wel ergens. Ik ben heel benieuwd om die ook te lezen.

Het is logisch dat er een heel aantal aanbevelingen specifiek over regionale bevoegdheden gaan, maar het viel mij op dat er een aantal dingen terugkomen die wij ook al hebben vastgesteld, zoals de versnippering van de gezondheidszorg en het besef dat we daar echt wel een heel grondig debat over zullen moeten voeren. In welke richting dat moet evolueren, zal blijken. Ons standpunt is daar duidelijk in. We zijn het er met zijn allen wel over eens dat er een debat nodig is. Ook het aantal organen dat betrokken is in zo'n crisis en dat we nu hebben zien ontstaan, waarvan niet altijd duidelijk was wat de bevoegdheid was en op welke manier ze met elkaar communiceerden, moet echt uitgespit worden. Dat las ik ook in de aanbevelingen van de Waalse collega's in het Waalse parlement.

Ook het overleg tussen de niveaus en de organen en de communicatiestrategie moet meer worden gestroomlijnd. Het communicatieaspect valt ook niet te onderschatten. We moeten echt goed in ons achterhoofd houden dat het op vele vlakken heel belangrijk is om daar heel helder in te zijn. Heel interessant was het betrekken en omschrijven van de regio's in de noodplannen. Dat moeten we zelf ook meenemen. Op dit moment is er eigenlijk nog altijd geen plaats voor de regio's in die noodplannen. We moeten heel goed onderzoeken op welke manier we dat daarin moeten onderbrengen.

De aandacht voor de het risicomanagement, het crisismanagement, de preventie moet toch altijd *top of mind* zijn, ook tussen de pandemieën door. Dat zijn heel belangrijke aspecten die wij, naar ik meen met zijn allen, willen meenemen.

Kathleen Depoorter (N-VA): Collega's, ik dank jullie voor jullie toelichtingen. Ik heb twee kleine vragen.

De collega van het Brussels Parlement verwees naar het feit dat de commissie een bijzonder commissie was en geen onderzoekscommissie. Hebt u het idee dat u uw werk grondiger en beter had kunnen doen in de vorm van een onderzoekscommissie? Is dat bij jullie op tafel gekomen? Ik stel die vraag eigenlijk aan de leden van alle parlementen. In hoeverre bent u van oordeel dat dit een betere piste was, waardoor men grondiger had kunnen werken?

Mijn collega heeft al verwezen naar de eenheid van commando. Wij hebben in deze commissie al vaak verwezen naar het feit dat een iets striktere regionale aanpak toch wel voordelen kan hebben. Zeker afgelopen zomer, herinner ik mij, was een verschil tussen de Antwerpse aanpak en de aanpak in Brussel. Is het bij jullie ter sprake gekomen dat een iets nauwer verband tussen het beleid en het effectief bepalen van de clusters, het beheersen van de pandemie, een betere aanpak zou zijn?

Ik eindig met de vaccinatiebereidheid. Wij zien een groot verschil. Jullie hebben de vaccinaties nog niet doorgenomen, meen ik? Ik zie de collega van het Duitstalig Parlement knikken. Misschien gaan jullie dat nog meenemen, maar in hoeverre kunnen wij ernaar streven dat de vaccinatiebereidheid in alle regio's voldoende hoog is om aan groepsimmunitet te geraken?

Barbara Creemers (Ecolo-Groen): Uit naam van onze fractie wil ik iedereen bedanken die zijn werk heeft toegelicht. Er is heel veel inhoudelijk werk verricht, waar ik nog een paar bijkomende vragen

over heb.

Hoe zijn jullie precies te werk gegaan om de aanbevelingen neer te schrijven? Heel concreet, nam één van de rapporteurs de pen en ging die dan rond? Wij zitten net aan het begin van onze aanbevelingen. Ik stel gewoon heel praktisch de vraag hoe jullie die hebben aangepakt en hoe jullie op zoek zijn gegaan naar de *common ground* in die aanbevelingen, om de politieke discussies te overstijgen? Alvast bedankt voor uw toelichtingen.

Hervé Rigot (PS): Monsieur le président, je remercie nos invités pour leurs présentations et pour le temps qu'ils nous ont consacré aujourd'hui ainsi qu'à ces commissions spéciales. Évidemment, de nombreux constats sont partagés entre les entités fédérées et le fédéral: la coordination, la communication à l'égard des citoyens mais aussi la communication professionnelle, la nécessité d'avoir une vraie unité de commandement. Et, puis, il y a aussi des constats qui vous sont spécifiques de par les matières personnalisables qui définissent vos compétences, qu'il s'agisse de la problématique de la gestion des maisons de repos mais aussi de l'enseignement, des difficultés liées au décrochage scolaire et à notre jeunesse ainsi que des questions de sport, de culture et bien d'autres encore.

Vous avez évoqué l'importance du point *bottom-up*. Il est évident que nous avons besoin de cette expertise du terrain en amont mais aussi en aval pour prendre les décisions qui sont les plus adaptées et pouvoir corriger les mesures si nécessaire. Nous poursuivons ici le même objectif que vous dorénavant, c'est-à-dire déposer aussi des recommandations qui nous permettront de tirer des leçons du passé pour – et c'est la démonstration de votre présence aujourd'hui – être plus forts ensemble pour affronter de telles situations si elles devaient se reproduire.

Vos présentations étaient limpides. Je n'irai donc pas plus loin. Je me réjouis qu'avec la commission spéciale, nous puissions aussi vous présenter bientôt nos recommandations car, ensemble, nous formerons encore à l'avenir une équipe solide pour vaincre la covid-19.

Dominiek Snelpe (VB): Mijnheer de voorzitter, beste sprekers, wij zitten nu ook in de fase dat wij aanbevelingen moeten neerpennen en dan is uw uiteenzetting heel interessant. Het is interessant om even over het muurtje te kunnen kijken. Wij hoeven immers niet altijd zelf het warm water uit te vinden.

De vraag van collega Creemers had ik ook op mijn

lijstje staan. Het is voor ons nu belangrijk om te weten hoe u tot deze consensusaanbevelingen, mag ik toch aannemen, gekomen bent. Welke methodologie hebt u daarvoor gebruikt?

In verschillende hoorzittingen kwam de eenheid van commando terug, de versnippering van bevoegdheden. Met betrekking tot die versnippering, sommigen zeggen dat we terug moeten naar één federaal niveau, anderen zeggen dat er nog meer moet worden geregionaliseerd. De versnippering was een knelpunt, maar ziet u meer heil in meer bevoegdheden voor de gefedereerde entiteiten of wilt u ervan af en wilt u terug naar één niveau? Graag had ik uw mening daarover gekend. Ik denk dat u de mening van mijn partij wel kent.

Er is iets waar ik al heel de crisis mee zit. Als het federale niveau faalde of blunderde in deze, was dat dan niet het moment voor de gefedereerde entiteiten om het heft in eigen handen te nemen, zich los te weken van het federale niveau en het heft in eigen handen te nemen? U kon dan de stelling volgen dat wat u zelf doet, u beter doet, alhoewel dit uiteraard niet van toepassing was op de wzc's.

Was er een mogelijkheid dat de gefedereerde entiteiten meer initiatief namen? Of was er toch een bepaalde druk van het federale niveau om met de bovenliggende structuur – al is dat niet de juiste verwoording – meer macht in handen te houden?

Het volgende element zal tot onze parlementaire bevoegdheid blijven behoren. Wij zullen nu aanbevelingen neerschrijven. U hebt dat reeds gedaan. Dan volgt er een debat daarover in de plenaire vergadering. En dan is het uiteraard aan de meerderheid om die aanbevelingen in de praktijk om te zetten en om er concreet iets mee te doen. Er zijn natuurlijk goede intenties in het begin. Kort na de crisis zal iedereen zijn schouders eronder zetten en is het inderdaad een gezamenlijk project.

Na een crisisloze tijd verslapt de aandacht weer, ik hoof het voorbeeld van de strategische stock en de mondmaskers waarschijnlijk niet aan te halen. Hebt u ook aanbevelingen geformuleerd voor de opvolging van de aanbevelingen? Komt er een evaluatie van de aanbevelingen? Zit de controle van de implementatie ook in uw aanbevelingen? Dat valt uiteraard al onder de bevoegdheid van elke volksvertegenwoordiger, maar ik wil graag weten of het ook in uw aanbevelingen vervat zit.

Michel De Maegd (MR): Monsieur le président, je remercie l'ensemble des interlocuteurs et interlocutrices, collègues des entités fédérées. J'ai quelques questions additives.

Au Parlement bruxellois, dans le volet 4 intitulé "Aspects transversaux", je note votre recommandation 6 de proposer que l'ensemble du travail mené par les différentes assemblées fasse l'objet d'une analyse interfédérale approfondie. Pourriez-vous nous apporter plus de précisions quant à cette demande? Pour préciser mes pensées, les modalités de cette analyse interfédérale ont-elles été débattues au sein du Parlement bruxellois?

Sur le fond, dans vos recommandations respectives, qu'est-ce qui concerne ou pourrait concerner l'autorité fédérale? Je pense à la coopération interfédérale, à l'unité de commandement, à la communication publique, etc.

Qu'est-ce qui vous semble à chacun prioritaire dans vos recommandations? Y a-t-il des points urgents à mettre en œuvre selon vous et qui pourraient toucher, fût-ce indirectement, le fédéral ou un autre niveau de pouvoir?

Nathalie Gilson (MR): Monsieur le président, je n'ai pas de question.

Nawal Farih (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik bedank de collega's in de eerste plaats voor het werk dat zij hebben uitgevoerd. Ik heb niet veel bijkomende vragen, want de collega's waren in hun toelichtingen zeer helder.

Een vraag die mevrouw Creemers eerder al stelde, had ik ook genoteerd, namelijk de vraag hoe de commissarissen van de andere parlementen naar de eindfase zijn gegaan om tot een consensusrapport te komen. Graag verneem ik meer van de verschillende parlementen over hun werkstijl en werkeethiek, wat als eventueel voorbeeld voor ons kan dienen.

Karin Jiroflée (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, geachte sprekers, heel erg bedankt voor uw uiteenzettingen. Ik denk dat zulke toelichtingen altijd kunnen bijdragen.

Enkele dingen wil ik aanhalen. Daarbij hoort inderdaad de wijze waarop kan worden overgegaan tot de aanbevelingen, want dat is voor ons allen interessant.

Mijnheer Madrane, u sprak erover om interfederaal conclusies trekken. Bedoelt u dat wij met de verschillende parlementen nog eens samenzitten en moeten proberen om een gemene deler te vinden? Wat bedoelde u juist?

De meeste commissies hebben de werkzaamheden al afgerond. Vanmorgen lazen wij in een aantal Nederlandstalige kranten dat er een

groot probleem is met de voortgang van vaccinaties in Brussel. Ondanks het feit dat de werkzaamheden zijn afgerond, hebben de leden van de Brusselse bijzondere commissie ideeën over de manier waarop dat kan worden aangepakt?

Een vraag aan u allen. Ik weet niet of u tijdens de werkzaamheden gesproken hebt over de federale noodstock. Wij zijn toch nogal geschrokken toen duidelijk werd dat de federale noodstock reeds vernietigd was weken voordat dat actueel werd. Weken voordien, zo hebben wij begrepen, wisten alle ministers van Volksgezondheid dat al, of hadden zij dat althans moeten weten. Is dat bij u aan bod gekomen? Wat waren de conclusies daaromtrent?

Robby De Caluwé (Open Vld): Voor de Open Vld-fractie neem ik het woord, maar ook ik houd het heel kort.

Ik vond het ook heel leerrijk om te venemen hoe de verschillende commissies het hebben aangepakt. Het is inderdaad ook opvallend, zoals een aantal collega's aangaf, dat er heel veel gelijkenissen zijn tussen de conclusies uit de verschillende regio's. Ik heb een aantal mensen horen verwijzen naar de eenheid van commando. Dat hebben wij ook in onze commissie heel vaak gehoord. Het gebrek daaraan heeft heel veel tijd doen verliezen. Ik sluit mij er dus bij aan om daarover een grondig debat te voeren.

Collega Rzoska, ik vond het interessant te horen dat u een grondwetsspecialist hebt uitgenodigd. Ik zal zeker dat verslag eens grondig doornemen. Wij hebben hier heel veel mensen gehoord, zelfs beleidsmakers, die soms ook niet goed wisten bij wie een bepaalde bevoegdheid zat. Ik ben er ook van overtuigd dat dat ons wijzer kan maken.

Gregor Freches: Merci, monsieur le président, je vais essayer de vous répondre en français. Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes entourés de trois frontières: le Luxembourg, l'Allemagne et les Pays-Bas. Nous avons environ 5 000 personnes qui vont travailler chaque jour dans un de ces pays. La fermeture des frontières et toutes les problématiques intervenues pendant les confinements, ont donné lieu à des débats tout à fait différents du point de vue de la citoyenneté. Je voulais mettre cela en avant.

On s'est également demandé si on préférerait une régionalisation ou un retour vers le fédéralisme. Je pense que notre position est assez claire dans tous les débats. Nous aimerions arriver à la quatrième région. Je m'explique. Si nous prenons toutes les compétences en matière d'économie par exemple,

pour la Communauté germanophone, il est impossible d'octroyer des primes à nos entreprises. Nous l'avons quand même fait en passant par les communes. Nous avons augmenté la dotation des communes pour pouvoir aider notre force économique constituée de PME.

En matière de digitalisation qui constitue un atout considérable dans cette pandémie, nous devons savoir que c'est du ressort du fédéral ou des Régions. Si demain, nous voulons augmenter notre capacité de débit internet, nous avons pris en mains une initiative propre qui consiste à construire un réseau en fibre optique. Mais tout cela n'est pas de notre ressort.

Le dernier point que je souhaite mettre en avant dans cette discussion, c'est que nous avons d'un côté deux hôpitaux qui dépendent du fédéral, et de l'autre, des maisons de repos qui dépendent de notre communauté. Quand le fédéral a octroyé cette prime unique au personnel des hôpitaux, nous l'avons également octroyée au personnel des soins de santé. Ceci démontre en trois points comment une régionalisation serait importante.

Une collègue a parlé de la vaccination. Le taux de vaccination est très important chez nous mais nous dépendons évidemment des réserves que l'État nous procure. Nous avons la chance d'avoir deux centres de vaccination pour les 55 000 personnes à vacciner. Pour l'instant, nous sommes à 23 % ayant obtenu la deuxième dose. À l'échelle nationale, notre positionnement est donc bon.

Pour ce qui est des recommandations, je pense qu'elles sont quasiment identiques entre la Flandre, la Wallonie, Bruxelles et nous. Il y a eu une réforme des soins de santé. On peut comprendre la logique. Pour notre petite Région, les deux hôpitaux ont été essentiels pour lutter contre la pandémie. Ils ont accueilli les soins de premier niveau.

Nous sommes ouverts à toutes les recommandations des autres entités fédérales. Nous ne sommes pas plus grands que les autres entités mais nous essayons d'accorder beaucoup de temps et d'attention aux gens de terrain. La base est très importante. Dans une petite communauté comme la nôtre, on est très lié les uns aux autres et c'est un atout.

Nous continuons notre travail et nos recommandations seront formulées en fin d'année. Nous sommes très contents d'assister à la réunion d'aujourd'hui car cela montre que nous avons les mêmes problèmes, que nous soyons wallons, flamands ou germanophones. Nous sommes tous dans le même bateau. Le travail à faire ici sera

important si jamais une nouvelle crise de ce type se présentait. Nous serons alors mieux préparés. Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Freches. Pour la commission du Parlement wallon, qui souhaite prendre la parole? Oui, monsieur Mugemangango.

Germain Mugemangango: Deux questions sont revenues. Tout d'abord, comment organiser les soins de santé. L'avis de ma formation politique est bien connu concernant la refédéralisation des soins de santé. Pour traduire les débats qui ont eu lieu en commission, nous avons fait le constat que 80 % des personnes ayant témoigné ont évoqué des difficultés de communication, de structuration, de compréhension par rapport à la manière dont la crise sanitaire a été prise en mains en tenant compte des différents niveaux de pouvoir. C'était difficile, compliqué; on ne savait pas vers où s'orienter. C'est un élément qui a été mis en évidence.

L'autre élément mis en évidence, c'est le fait que tous les niveaux de pouvoir ont le même degré de décision concernant les éléments nécessaires pour la mise en place d'une stratégie concernant la crise sanitaire, plutôt que d'avoir un commandant en chef ou une ligne de commandement claire.

Cet élément n'a pas été évoqué par tout le monde mais est revenu très régulièrement.

S'agissant du rapport, différentes positions étaient en présence, mais ce qui a été retenu par la majorité de la commission, c'est qu'il faut mener une réflexion concernant les structures de notre pays, et notamment la façon dont la santé est gérée. La commission n'a pas été plus loin que cela, laissant ouverte la réflexion par rapport à cette question.

Comment sommes-nous finalement arrivés à un consensus, vu que vous devez encore passer par cette phase? Nous avons consacré une séance de commission en entier à la présentation d'un rapport, qui était alors un rapport martyr avec la possibilité de proposer des amendements.

Comme je vous l'ai dit, de manière moins formelle, les quatre partis que j'ai cités (PS, MR, cdH et Ecolo) se sont mis d'accord sur un texte qui a été présenté lors de cette dernière session de la commission. Finalement, nous avons discuté par voie d'amendements possibles au texte qui a été soumis. C'est de cette façon que nous sommes arrivés à un texte qui a été partiellement amendé et qui a finalement été amené en session plénière.

Voilà pour les questions que j'ai retenues des interventions qui ont été faites.

Bjorn Rzoska: Mijnheer de voorzitter, ik zal eerst antwoorden op een aantal vragen, en dan kan collega Vandromme aanvullen.

Er was een aantal vragen aan mij gericht.

De vraag over een onderzoekscommissie, heeft uiteraard ook bij ons op tafel gelegen, maar ik moet eerlijk zeggen dat wij na overleg tussen een aantal collega's in eerste instantie nog niet zover wilden gaan. Wij hebben toen gekozen voor een ad-hoccommissie, maar wel met die afspraak dat als er dingen opdoken en cours de route die verder onderzoek nodig hadden en waarbij de commissie het gevoel had dat zij de stap naar een onderzoekscommissie moest doen, dat wel kon.

Die piste is dus wel opengehouden. Heeft het ons belemmerd dat het een ad-hoccommissie was? Neen, volgens mij niet. Ik heb er als voorzitter alles aan gedaan elke vraag die gesteld is om documenten naar boven te halen, beantwoord te zien. Misschien ben ik in dit geval een beetje een vreemde eend in de bijt, in die zin dat ik in het Vlaams Parlement in de oppositie zetel. Ik ben voorzitter van de commissie vanuit de oppositie.

Ik meen dat dit toch voor een stuk verklaart... Ik heb als commissievoorzitter de rechten van het Parlement in zijn totaliteit verdedigd, niet enkel die van de oppositie. Als commissievoorzitter moet men uiteraard breder kijken. Ik heb geprobeerd die rechten voluit te honoreren, en ik moet ook eerlijk zeggen dat elk document dat wij hebben opgevraagd bij de administraties en de kabinetten altijd onmiddellijk aan het Vlaams Parlement bezorgd werd. Wij hebben daar nooit problemen mee gehad.

De tweede vraag die ik onthouden heb, is de vraag over de totstandkoming van onze aanbevelingen.

Wij hebben de werkwijze van het Waals Parlement grotendeels gevolgd, zij het toch een beetje anders. Na elk afgewerkt blok vroegen wij de input van elke fractie. Elke fractie kon aan mij, als commissievoorzitter, haar aanbevelingen doorsturen. Wat ik dan deed, was eigenlijk een soort overlapping zoeken en met een ontwerpdocument komen, waarbij uiteraard ook de fracties van de meerderheid betrokken waren, over de manier waarop wij konden landen.

Nu moet ik eerlijk zeggen dat dit wel wat werk geveerd heeft, en af en toe wat diplomatie, maar zover zaten wij soms niet uit elkaar. Op die manier is het wel goed gelopen. Elke keer opnieuw hebben

wij vrij snel na het afronden van een blok onze aanbevelingen aan de plenaire vergadering bezorgd. Wij zijn een ad-hoccommissie, dus het is niet omdat de aanbevelingen in de commissie zijn goedgekeurd dat het voltallige Parlement die aanneemt. Wij hebben ze uiteraard altijd voorgelegd aan de plenaire vergadering, en daar zijn de resoluties telkens goed gepasseerd.

Wat de vraag over de staatshervorming betreft, dat is natuurlijk een moeilijke. Ik ben voorzitter van de coronacommissie, dus ik wil mijzelf niet boven die commissie zetten. Bovendien, maar dat weet u waarschijnlijk wel, is op dit moment ook in het Vlaams Parlement een werkgroep inzake de staatshervorming aan de slag. Daar hebben wij ook in verband met de gezondheidszorg een aantal mensen gehoord.

Ik zal niet verhelen dat de meningen daarover uiteenlopen. Ik vat het even samen en collega Vandromme kan mij corrigeren als ik het fout zie. De meeste fracties in het Vlaams Parlement beseffen dat er iets moet gebeuren met die bevoegdheidsverdeling maar op dit moment is er geen trend naar herfederalisering, het gaat eerder de andere kant uit.

Er was ook een vraag over de noodstock. Onze commissie is vrij vroeg van start gegaan. De vaststelling dat er geen federale noodstock meer was, heeft uiteraard problemen opgeleverd voor de Gemeenschappen en de Gewesten. Ook in onze coronacommissie werd daarover gediscussieerd. Eén van de aanbevelingen is dat de voorzieningen zelf een stock moeten opbouwen voor minimaal 3 maanden, een punt dat intussen ook geïmplementeerd is. Als er geen strategische stock is, kan men toch al 3 maanden overleven met de eigen stock. Bovendien hebben we ook op Vlaams niveau een strategische stock aangelegd zodat er bij problemen ook daaruit geleverd kan worden. Ook dat was een aanbeveling. Mochten we nog eens in dezelfde situatie terechtkomen, dan kunnen we er hiermee voor zorgen dat we niet zonder beschermingsmaterieel zitten. Naast de mondmaskers gaat het immers ook over ander materieel.

Ik kom dan bij de vraag over de opvolging. De resoluties in het Vlaams Parlement worden niet enkel goedgekeurd, ze worden ook goed opgevolgd door de parlementsleden. Dat gebeurt meestal in de vaste beleidscommissies. De coronacommissie bestaat wel nog, maar dan om de maatschappelijke beleidsnota en het thematisch debat te organiseren. Parlementsleden gaan daarmee aan de slag en stellen er schriftelijke vragen over. Op basis van die schriftelijke vragen kunnen er ook vragen om uitleg komen. Ik hoef u

de werking daarvan waarschijnlijk niet uit te leggen. Ik moet dus eerlijk zeggen dat die resoluties op dit moment hun werk doen in het Vlaams Parlement. Zo worden de regering en de bevoegde ministers bij de les gehouden, om de aanbevelingen effectief te implementeren. Tot daar mijn antwoorden.

Loes Vandromme: Mijnheer de voorzitter, ik onderschrijf zeker wat de heer Rzoska aanbracht met betrekking tot de onderzoekscommissie. We hadden genoeg tijd en ruimte om kritische en diepgaande vragen te stellen.

In dezen verdient de voorzitter zelf toch ook wat krediet omdat hij de werkzaamheden zeer goed heeft aangepakt en ook iedereen de tijd en ruimte gaf om vragen te stellen.

Wat het formuleren van de aanbevelingen betreft, wil ik dan ook de voorzitter nogmaals danken, want elke fractie die de resolutie heeft ondertekend, kreeg echt de mogelijkheid om haar inbreng te geven. Wij hebben dat allemaal onafhankelijk van elkaar voorbereid en toen bleek dat er wel wat overlappingen waren. Over sommige zaken hebben wij grondig gediscussieerd – soms was dat een semantische discussie –, maar door wat komma's en punten te verschuiven of wat zinnen uit te breiden of in te korten, zijn wij er wel gekomen.

Ik vind dat de resoluties en aanbevelingen toch een leidraad zijn voor het parlementair werk. Zij hebben immers een impact, bijvoorbeeld op de werking die de minister van Onderwijs heel specifiek heeft inzake de relanceaanpak, de Vlaamse Veerkracht – dat zijn dan alle ministers. In dat kader wordt soms wel verwezen naar de aanbevelingen van de resolutie. Zeker als men kijkt naar de mondelinge en schriftelijke vragen, ziet men dat de resolutie met de aanbevelingen toch een toetssteen of grondslag is voor de antwoorden. Het stemt mij dus tevreden dat er gevolg wordt gegeven aan het vele werk dat geleverd werd. Dat is belangrijk en kan ik zeker ook aanbevelen.

De **voorzitter:** Ik dank u, mevrouw Vandromme. Dan geef ik ten slotte het woord aan de collega's van het Brussels Parlement.

Rachid Madrane: Monsieur le président, je remercie l'ensemble des collègues de la commission du Parlement fédéral pour leurs questions.

Plusieurs d'entre vous ont demandé pourquoi une commission spéciale et pas une commission d'enquête. Le Parlement a décidé le format de la commission. Le format de notre commission n'a pas eu d'incidence sur notre travail parce que

l'objectif, dès le départ, n'était pas d'identifier des responsabilités individuelles mais surtout d'étudier la manière dont la crise covid a été gérée et la manière dont les choses ont été gérées au niveau de notre Région.

Je dois ajouter que nous avons obtenu tous les documents qui étaient demandés par les députés. Il n'y avait donc aucune nécessité de contraindre les gens à venir témoigner ou à nous donner des documents. Personne n'a refusé de venir témoigner ou de répondre à certaines questions. Il n'y avait donc aucune nécessité à avoir des pouvoirs d'enquête. Le format n'a pas eu d'incidence sur les conclusions.

Par ailleurs, dans ce genre de situation assez inédite et exceptionnelle, il faut qu'on ait tous une grande dose d'humilité parce que porter un regard avec les connaissances d'aujourd'hui et étudier le passé avec les informations d'aujourd'hui, cela change les choses.

On a aussi voulu éviter, surtout dans un pays où les majorités sont asymétriques, le débat entre "ce n'est pas la faute de la Région, c'est la faute du fédéral", "ce n'est pas nous qui étions compétents, c'est eux qui ont fauté". Le format a permis des discussions de très haut niveau. On est parvenu à éviter cet écueil de la bataille entre entités fédérées et niveau fédéral.

En ce qui concerne le suivi par les députés des recommandations, quasiment toutes les semaines dans la commission Santé, il y a des dizaines de questions posées aux ministres compétents. Les députés continuent à faire le suivi par rapport à la crise et continuent à faire le travail de contrôle de l'exécutif et, en même temps, on est toujours attentifs aux recommandations qu'on a faites et les députés sont attentifs à voir si le gouvernement fédéral exécute bien ou pas les recommandations qu'on a suggérées.

La particularité du Parlement fédéral est que vous êtes précisément le niveau fédéral. Vous pouvez faire une analyse macro sur le travail qui a été réalisé par les entités fédérées et, clairement, l'objectif est de pouvoir en parler ensemble, de pouvoir en parler avec les différents niveaux de pouvoir pour que toutes les recommandations et les bonnes idées mises en avant puissent être reprises dans les différentes entités en fonction des compétences.

Je terminerai par un point de méthode. Comme dans les autres niveaux de pouvoir, nous avons identifié des blocs de compétence et auditionné tout le monde. Après les auditions, chaque groupe politique de la majorité et de l'opposition a soumis

des recommandations qui ont été transmises au secrétariat et aux rapporteurs. Nous avons cherché les intersections et points communs aux propositions de tous les groupes de la majorité et de l'opposition. Si je puis dire, le produit final est la contribution de tous les membres, tous partis confondus – majorité et opposition. C'est ce qui a permis de déboucher sur un vote à l'unanimité – à l'exception d'un groupe politique, celui du PTB.

Je siège dans la majorité, mais j'ai évidemment tenu compte de l'opposition, qui a également voté le texte. Selon moi, nous avons suivi la méthode adéquate, car il nous fallait dépasser nos clivages politiques et contingences respectives afin de répondre aux attentes de la population. La situation était dramatique. Au milieu de cette crise, il importait que le monde politique prenne ses responsabilités et montre à nos concitoyens que nous travaillons tous ensemble pour combattre le virus. Je pense sincèrement que c'est ce que la population attendait de nous.

À présent, je cède la parole à Mme Chabbert pour qu'elle réponde aux questions de M. De Maegd, puis à M. Benjumea à propos des vaccins.

Delphine Chabbert: M. De Maegd, du MR, a posé une question au sujet de l'analyse interfédérale. M. Madrane a été assez complet. Cette question a suscité beaucoup de débats au sein du Bureau. Nous avons opté pour la solution la plus large possible afin d'accomplir ce travail. S'agissant d'éventuelles autres urgences, je puis indiquer que le gouvernement bruxellois s'en est saisi de plusieurs. Par exemple, il est en train de travailler sur les normes d'encadrement des maisons de repos ainsi que sur la question des contrôles d'hygiène. Les députés remplissent leur mission de contrôle en interrogeant très régulièrement le ministre concerné sur le suivi de ce dossier. C'est un exemple parmi d'autres.

Comme l'a précisé M. Madrane en guise d'introduction, nous avons bien identifié des recommandations à très court terme, puis à moyen et très long terme. Ainsi, l'une d'entre elles insiste sur la nécessité de repenser complètement la politique régionale de vieillissement. Ce thème recouvre la question des maisons de repos, du maintien à domicile, des solutions de rechange, etc.

Cela engagera évidemment plusieurs législatures. Mais la demande de la commission spéciale au gouvernement est de commencer à travailler à cette vision. Le travail est déjà en cours.

Une question a été posée par le Vlaams Belang sur le stock stratégique des masques. Y a-t-il une

recommandation à ce sujet? Oui, absolument. Je répondrai en même temps à la question institutionnelle. Y a-t-il une recommandation portant sur la question de savoir s'il vaut mieux fédéraliser ou au contraire encore plus régionaliser. Non, il y a une recommandation qui propose d'analyser. Ce n'était pas un travail que la commission spéciale était en mesure de faire, puisque ce travail institutionnel est long et complexe à Bruxelles. Il semblait, pour tous les députés, nécessaire de prendre le temps d'effectuer ce travail-là. Cela sera fait. La recommandation dit de le faire, mais pas dans une direction ou dans l'autre. Dans les recommandations, il y en a une qui porte sur le fait que ce soit plus dans les compétences actuelles du ministre-président, mais de confier à la ministre-présidente le fait de gérer un stock stratégique de masques.

Juan Benjumea Moreno: Iemand vroeg hoe we tot die aanbevelingen zijn gekomen. Die aanbevelingen zijn in een aantal fases gegroeid. Er is een vraag geweest aan alle groepen om dingen te verzenden. We hebben ook heel expliciet gezegd dat we graag hadden dat die aanbevelingen kwamen uit de hoorzittingen. We beperkten ons dus tot hetgeen in de hoorzittingen is gezegd. Dat motiveert ook waarom we minder ingezoomd hebben op het institutionele aspect. Dat kwam immers minder aan bod in de hoorzittingen. We hebben geen uitgebreide institutionele hoorzittingen gehad. Het zou ook niet stroken met hetgeen daar gezegd is geweest.

De twee rapporteurs hebben een rol opgenomen die misschien groter is dan gewoonlijk voor een rapporteur. We hebben dat op ons genomen om een consensus te creëren. We hebben alle groepen gezien, en in ons parlement zijn er best veel fracties. Er is een tekst tot stand gekomen. Het is daarna ook op Bureau tot een consensus gekomen. In dat Bureau zetelen zowel de oppositie als de meerderheid. Daarna zijn er nog twee zittingen, lezingen, geweest in de commissie, waarbij er nog zeer veel wijzigingen zijn doorgevoerd van onze kant. Daarna zijn er nog een aantal amendementen goedgekeurd. Dat zijn lange zittingen geweest. Ik wil hierbij ook de voorzitter en de diensten bedanken die zeer veel werk hebben verricht om dat in goede banen te leiden.

Daarnaast was er nog een vraag over de vaccinatie. Onze commissie is afgelopen voor de vaccinatiecampagne gestart is, of ten minste op volle snelheid kwam. We zijn in januari, februari al gestopt. Toen speelde de evaluatie van de vaccinatiecampagne nog geen rol. Het was ook geen missie van de commissie. De commissie

beperkte zich tot de maand september van vorig jaar. Er zijn een aantal aanbevelingen breed geformuleerd rond de communicatie rond *fake news*, rond de mobiele teams, rond het samenwerken met de gemeenten. Dat zijn zaken die ook in deze vaccinatiecampagne worden gebruikt. We ondervragen de regering daar ook elke week over om te zien dat die aanbevelingen zoals gegeven aan de regering effectief uitgerold worden. Die zullen dus ook een impact hebben op de vaccinatiebereidheid van Brusselaars en op de vaccinatiecijfers.

Er is natuurlijk een verschil in Brussel tussen de totale vaccinatiecijfers volgens woonplaats en de totale toegediende vaccins omdat net iets meer dan 60.000 vaccins zijn toegediend aan mensen van buiten Brussel. Dat is een nuance bij de cijfers. Wat betreft de oudere mensen klopt het dat er in Brussel nog werk te gebeuren staat om de vaccinatiebereidheid van het publiek op te krikken.

Dat sluit voor ons de vragen af. Ik wil u heel graag bedanken voor uw luistervaardigheid. Ik wil ook de collega's van de andere parlementen bedanken voor hun boeiende uiteenzetting. Het was zeker boeiend om te zien dat er zeer veel gemene delers zijn tussen de verschillende parlementen.

Kathleen Depoorter (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik zal het niet lang trekken en het ook niet op u steken. Ik hoorde collega Rzoska zeggen dat alle vragen en adviezen die werden opgevraagd, werden beantwoord. Wij kregen dat ook. Ik heb een vraag gericht aan het FAGG inzake de adviezen. Dat antwoord was ik net aan het lezen. Het is uiteraard een antwoord, maar het zijn allemaal zwarte hokjes. Toch even vermelden dat het voor ons duidelijk moeilijker is om aan alle informatie te geraken.

De **voorzitter:** Mevrouw Depoorter, we zullen straks bekijken over welk document het gaat en of we daar nog een andere versie van kunnen krijgen, want voor mij is dit nieuw.

Dominiek Sneppe (VB): Mijnheer de voorzitter, heel kort. Ik hoorde collega Rzoska zeggen dat het Vlaams Parlement ondertussen een eigen stock heeft aangelegd. Ik vraag mij af hoe dat zit in de andere parlementen. Heeft men daar ook zicht op een eigen stock of steunt men zich op een federale stock?

De **voorzitter:** Kan iemand van de collega's daar nog op antwoorden?

Rachid Madrane: Pour Bruxelles, il me semble que Mme Chabbert a répondu. Une recommandation existe. Nous voulons un stock

stratégique pour la Région bruxelloise. Il pourrait être géré par le ministre-président. Telle est la demande qui est formulée. Il me semble que Mme Chabbert a été très claire à ce sujet.

Juan Benjumea Moreno: De stock voor de woonzorgcentra bestaat al vandaag. We vragen ook een bredere stock voor andere sectoren. Voor de woonzorgcentra is die al op exact dezelfde manier als in Vlaanderen aangelegd voor drie maanden. Er is dus al een deel van de aanbeveling uitgevoerd.

De **voorzitter:** Heeft iemand van de deelparlementen nog vragen voor ons? Neen.

Dan sluit ik mij aan bij de woorden van dank die al geuit zijn. De gedachtewisseling was heel boeiend. Het was wellicht ook voor de deelparlementen zelf boeiend om elkaars verhaal te horen, waarin er inderdaad heel veel gelijkenissen waren.

Ik heb in elk geval vastgesteld dat iedereen heel grondig werk heeft gedaan. Ik denk dat u voor ons de lat hoog legt. Wij moeten nog beginnen aan wat de meeste parlementen ondertussen in grote mate hebben afgerond, met name de formulering van aanbevelingen. Ik heb begrepen dat dat in de andere parlementen altijd in een bijna consensus is gebeurd. Het is mijn ambitie om dat bij ons ook zo te doen. Ik heb er alle hoop op dat wij daarin zullen slagen, om met een positieve noot te eindigen.

Nogmaals bedankt en wij houden zeker en vast contact. Als ons eindrapport af is, zult u dat ongetwijfeld kunnen doornemen.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.04 uur.

La réunion publique de commission est levée à 16.04 heures.